

LA DEUX

Le groupe Kroll change de mains

Le groupe de services de gestion du risque américain Marsh & McLennan a annoncé lundi qu'il allait vendre sa filiale de conseil en gestion du risque Kroll au groupe de sécurité Altegryt pour 1,13 milliard de dollars en numéraire. La transaction devrait être finalisée fin septembre et doit encore recevoir le feu vert des autorités. Après la finalisation de la transaction, Altegryt comptera environ 11.000 employés dans 30 pays pour fournir des informations et conseils en matière d'emploi, de litiges, d'investissement, sécurité, risque et adhérence aux réglementations en cours... ■

+70%

Le groupe taïwanais Foxconn Technology a annoncé une hausse de 70 % des salaires de ses employés. A compter du 1^{er} octobre, l'entreprise — qui a récemment déploré une série de suicides dans ses usines de Shenzhen et qui fournit des composants électroniques pour des multinationales comme Dell, Apple, Hewlett-Packard — fera passer les salaires mensuels de ses ouvriers de 1.200 yuans à 2.000 yuans (290 dollars), a déclaré le groupe. ■

Epingle par Vadot



Rendez-vous avec Nouriel Roubini, l'homme qui a prédit la crise

Le mercredi 9 juin, le professeur Nouriel Roubini — un des très rares économistes à avoir annoncé la crise financière de 2007/2008 —, sera l'invité de *L'Echo* et du *Tijd* à l'occasion de leur conférence annuelle. Si vous souhaitez adresser une question à Nouriel Roubini, rendez-vous dès aujourd'hui sur www.lecho.be. Sur notre site, également, vous pourrez suivre, mercredi, de 19h à 20h30, les moments forts de la conférence de Nouriel Roubini.



© Bloomberg

Top 5 des articles les plus lus sur lecho.be

1. La Belgique, cette Grèce du Nord
2. Les doutes sur la croissance ont miné les marchés
3. La zone euro aura disparu dans sa forme actuelle d'ici 5 ans
4. Régionaliser entre gens bien élevés
5. «Tout le monde savait que Jérôme jouait et gagnait»

Editorial



par **Laurent Fabri**

Newsmanager

On crie haro sur le baudet

Pauvre Jérôme Kerviel... Celui-là, et d'autres avant lui, et d'autres après lui, paient pour des fautes qu'ils ont certes commises, mais en sont-ils aussi responsables que coupables? Depuis bientôt deux ans, une série de mesures ont été annoncées à grands effets de manches, d'un sommet européen ou mondial à l'autre. On a tiré à boulets rouges sur les boni et autres parachutes dorés. On a mis au ban des nations les paradis fiscaux. On a cloué au pilori les agences de notation. Des annonces certes nécessaires mais peut-être pas les révolutions attendues. Plutôt qu'au mal, ne s'est-on pas attaqué à ses symptômes? Comment le «brave» Kerviel a-t-il pu bénéficier d'une telle liberté d'action, pourquoi les produits dérivés des subprimes américains se sont-ils répandus comme une traînée de poudre dans les portefeuilles des institutions financières et de leurs clients? La responsabilité est sans doute au-delà du lampiste. Au sein des conseils d'administration ou des comités de direction qui péchent et ont péché par manque de gouvernance. «Investissez dans ce que vous connaissez» ou «n'achez que ce que vous comprenez». Qu'elles émanent d'anonymes frappés au coin du bon sens ou d'économistes éclairés, ces maximes devraient s'inscrire en lettres d'or dans les règles de gouvernance des institutions financières. Mais jusqu'ici, en matière de gouvernance, peu ou pas de grandes avancées. Certes, le contrôle du processus de décision dans les salles de trading s'est sans doute renforcé. Quelques cliquets ont été rajoutés, des bouillons resserrés, mais est-ce à dire qu'en haut lieu on maîtrise parfaitement les arcanes d'un métier de plus en plus complexe? Alors que l'Union européenne s'interroge sur sa propre gouvernance économique, elle doit renforcer celle des institutions financières. Mais elle doit pour cela parler d'une seule voix avec le reste du monde. Et ce n'est déjà pas une mince affaire!

Quand les médias britanniques ricanent

Les malheurs de la zone euro font les choux gras de la presse britannique «sérieuse» au moment où le Royaume-Uni doit également serrer la vis.

ÉCLAIRAGE
Catherine Mommaerts

L'euro sera mort dans cinq ans», à en croire les propos d'économistes rapportés dans le Sunday Telegraph de dimanche. La dette publique belge et les problèmes politiques empêchant le gouvernement belge de prendre les mesures qui s'imposent menacent de transformer la Belgique «en Grèce du Nord», dixit le Financial Times (FT), lundi. Il y a deux semaines, le quotidien financier britannique, qui est quand même «la» référence en matière d'informations financières, annonçait que la Chine allait revoir son portefeuille de réserves de change et se désengager de la zone euro. Information immédiatement démentie par les autorités chinoises mais qui avait eu le temps de faire des dégâts sur le marché des changes et sur la valeur de la monnaie unique. Mais quelle mouche a donc piqué la presse britannique de qualité? Si ce genre d'attaques, et bien pire même, fait partie du fonds de commerce des tabloïds d'outre-Manche dont l'europhobie n'est plus à prouver, on peut s'étonner du ton utilisé par un journal

comme le FT. Cette manière de mettre de l'huile sur le feu rend perplexe, au moment où les marchés financiers affichent une nervosité exacerbée à l'encontre de l'euro et des titres souverains émis par ses Etats membres. Kevin Featherstone est professeur au European Institute de la London School of Economics. Cet europhile convaincu qui a

estime Featherstone. A deux semaines de la présentation d'un collectif budgétaire qui s'annonce musclé, le nouveau Premier ministre britannique David Cameron a annoncé la couleur hier en estimant que l'ampleur du problème budgétaire britannique était «encore plus importante» que ce qu'il pensait. Et le chef de file des conservateurs

“ Il existe dans les médias britanniques un scepticisme latent envers l'euro. K. Featherstone

écrit un livre sur les négociations ayant mené à la naissance du traité de Maastricht en 1991 se dit «surpris» par le ton adopté par le FT au sujet des problèmes qui secouent la zone euro. Ce biais n'est pas propre au FT toutefois, ni même au milieu des médias. Il serait à replacer dans le contexte budgétaire britannique, loin d'être rose lui aussi. «Les problèmes de la zone euro sont utilisés pour justifier l'adoption de mesures urgentes en vue de réduire le déficit budgétaire britannique»,

de citer en exemple la Grèce, un de ces pays «qui perdent leur crédibilité ou dont les gouvernements prétendent que les décisions difficiles peuvent être évitées d'une manière ou d'une autre». Objectif: mieux faire passer la pilule des 6 milliards de livres de baisse des dépenses budgétaires déjà annoncées et des autres plans d'austérité à venir. Les problèmes budgétaires hérités de l'ère travailliste n'expliquent pas tout. D'après Featherstone, «il existe dans les médias

britanniques un scepticisme latent envers l'euro». De nombreux journalistes se saisiraient dès lors de l'occasion qui leur est fournie aujourd'hui pour assener un retentissant «Je vous l'avais bien dit!». Mais ce qui sidère ce professeur de la LSE c'est surtout «la manière dont les médias britanniques sont influencés par les opinions très critiques que l'on peut lire dans la presse américaine au sujet de l'euro». «Je ne comprends pas pourquoi des économistes américains comme Martin Feldstein (l'ancien président du National Bureau of Economic Research et un ancien conseiller de Reagan) suggèrent que la Grèce devrait quitter la zone euro», s'étonne encore l'économiste britannique. C'est pourtant avec un regard critique que Featherstone suit les turpitudes de la zone euro. Mais il ne croit pas en son éclatement. Regrettant que le traité de Maastricht n'ait été qu'un «compromis inadéquat» entre la France qui souhaitait la création d'un gouvernement économique européen — qui n'a jamais vu le jour — et l'Allemagne qui poussait pour des réformes structurelles en profondeur — que l'on attend toujours — il estime que le salut de la zone euro passera par l'adoption de réformes institutionnelles. ■

Olivier Metzner

Avocat de Jérôme Kerviel

Le défi est à la mesure de la réputation de cet avocat tout terrain. Me Metzner prendra, à partir de ce 8 juin, la défense du trader déchu face à la Société générale.

L'objectif poursuivi par Me Olivier Metzner est clair: «Faire entendre une autre vérité que celle qui a prévalu dans les médias» au sujet de l'ex-trader. Quand cet as du barreau de Paris est choisi par le jeune homme, ce dernier en est déjà à deux conseils différents. Périodes marquées par des stratégies assez divergentes, elles aussi: discrétion et travail de communication réduit au minimum avec Me Elisabeth Meyer, d'abord. Puis, déclarations fracassantes à l'encontre de la banque et mécontentement patenté entre le client et son équipe d'avocats, quand Me Eric Dupond-Moretti, le champion de la relaxe, s'occupe de son cas. Me Metzner met de son côté en œuvre une stratégie qu'il connaît bien. Et qui lui a souvent réussi. D'abord, il réorganise sa communication et installe une offensive dans les médias, portée par le «livre-confession» de l'ancien salarié de la Générale. Ensuite, il épluche le dossier. Ecoute des centaines d'heures d'enregistrement d'interrogatoires. Examine les disques durs. A l'audience, il promet des surprises issues de ces derniers. Avec Olivier Metzner, Jérôme Kerviel fait un pari que d'autres clients ont tenté avant lui. Et pas des moindres. L'avocat aux énormes Havanes vient d'achever, fin mai, le procès du Concorde, plaidant pour la société Continental Airlines. Début juillet, il sera aux premières loges de la très médiatisée affaire Bettencourt-Banier, dans laquelle il conseille la fille de la milliardaire, Francoise. Sans compter un autre dossier qui l'occupe: celui de l'ex dictateur panaméen Manuel Noriega, accusé de blanchiment d'argent. 500 affaires pour un cabinet comptant quatre associés et cinq collaborateurs... l'avocat ne chôme pas. Et cela rapporte! Cette année, il a été élu par ses pairs meilleur avocat français du palmarès Best Lawyers-Les Echos dans la catégorie «droit pénal des affaires» et figure parmi les pénalistes «incontournables» du classement Chambers. Une façon de saluer sa dernière grande victoire: la relaxe de l'ancien Premier ministre, Dominique de Villepin lors du procès Clearstream. C'est aussi ce qu'il exige pour Kerviel. ■

Sylvie Fagnart, à Paris



© AFP



La petite histoire

Les pubs anglais s'inquiètent pour leur avenir

Comme son nom ne l'indique pas, le «Boatman», à deux pas de la City de Londres, est tenu par une femme, et demandera au moins 5 livres (6,05 euros) de consommation à chaque client pendant la coupe du monde. La propriétaire a également aménagé un espace extérieur pour les fumeurs, histoire de contourner sans violer la loi adoptée en 2007 qui interdit le tabagisme dans les lieux publics fermés. Des drapeaux blancs et rouges, des pancartes marquées de craies multicolores, des écrans géants qui seront verts pendant un mois: la coupe du monde approche et partout les pubs anglais espèrent bien profiter à plein de la ferveur des fans pour renflouer des comptes qui sont

souvent au plus mal. Le premier trimestre 2009 a été catastrophique: le nombre de faillites a doublé par rapport à celui de 2009, et reste beaucoup plus élevé que dans l'ensemble des autres secteurs de l'économie (où les faillites sont en baisse de 36 % sur un an). Juin 2010, malgré le parcours sans doute intéressant de l'équipe d'Angleterre, pourrait voir les pubs endurer un nouveau coup dur, avec le budget d'urgence du nouveau gouvernement qui devrait prévoir une nouvelle hausse des taxes pour les débiteurs de boisson. Seul élément encourageant: les grandes surfaces devront bientôt pratiquer un prix minimum beaucoup plus élevé pour la vente de bières. ■ J.H., à Londres



© Bloomberg

L'information selon laquelle la Chine allait se désengager de l'euro et qui avait été relayée par le FT le mois dernier a immédiatement pesé sur les marchés financiers.